

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30641]

**11 MAART 2021. — Bijzonder decreet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op een gewaarborgde evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen binnen de regering van de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig de artikelen 38 en 123, § 2, van de Grondwet en artikel 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 60 en 64 van genoemde bijzondere wet.

**Art. 2.** Artikel 60, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt vervangen als volgt :

“De lijst bedoeld in het eerste lid is samengesteld uit minstens één derde van leden van hetzelfde geslacht. Elk decimaal getal wordt naar de hogere eenheid afgerond als het decimaal getal groter is dan 5, elk decimaal getal wordt naar de lagere eenheid afgerond als het decimaal getal gelijk is aan of kleiner is dan 5.”.

**Art. 3.** Artikel 64, § 2 van de genoemde bijzondere wet wordt vervangen als volgt :

“ § 2. Als de Regering van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 60, § 3, samengesteld of gewijzigd wordt, wordt de stemming voor de aanwijzing van het laatste lid of van de laatste leden beperkt tot de kandidaten van het ene of andere geslacht als dit nodig is voor de gewaarborgde aanwezigheid van minstens één derde vrouwen en één derde mannen in haar midden.

Wanneer, bij de samenstelling van de Regering van de Franse Gemeenschap of bij elke latere wijziging in de samenstelling ervan, na aanwijzing van het voorlaatste lid van de regering overeenkomstig artikel 60, § 3, geen enkel lid afkomstig is uit het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, kan de aanwijzing van het laatste lid bovendien beperkt tot een kandidaat uit het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 maart 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op “ Wallonie-Bruxelles Enseignement”,

Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

**Zitting 2020-2021**

Stukken van het Parlement.- Voorstel tot decreet, nr. 123-1. – Advies van de Raad van State, nr. 123-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.123-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 10 maart 2021.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/30688]

**11 MARS 2021. — Décret modifiant le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l’accessibilité de l’accueil de la petite enfance en Communauté française pour y intégrer un chapitre II/1 relatif au traitement des données à caractère personnel**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** À l’article premier du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l’accessibilité de l’accueil de la petite enfance en Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 9°, les mots « à cette fin. » sont remplacés par les mots « à cette fin »;

2° l’article premier est complété par un 10° et 11° rédigés comme suit :

« 10° personne de l’entourage de l’enfant : toute personne susceptible de conduire et/ou de venir chercher, avec l’accord des parents, l’enfant à son milieu d’accueil ou d’être contactée par le milieu d’accueil en cas d’urgence ;

11° Personne en contact régulier avec les enfants accueillis : le personnel en charge de l’entretien, des cuisines, de l’administration du milieu d’accueil, de l’accompagnement régulier des enfants, en ce compris les volontaires au sens de l’article 3, 2°, de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, appelés à être présents de manière récurrente dans le lieu d’accueil pendant l’accueil des enfants ainsi que les membres du ménage des (co)accueillant(e)s indépendant(e)s ou du personnel d’accueil des services d’accueil d’enfants dont le lieu d’accueil est le domicile ou la résidence. ».



**Art. 2.** Dans le même décret, il est inséré un CHAPITRE II/1 intitulé

« CHAPITRE II/1. — *Traitement des données à caractère personnel* ».

**Art. 3.** Dans le CHAPITRE II/1 du même décret, inséré par l'article 3, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 et l'O.N.E. traitent de données à caractère personnel afin d'organiser un accueil de qualité qui assure sécurité et bien-être aux enfants accueillis et afin de se conformer aux conditions d'autorisation, d'agrément et de droit aux subsides.

L'O.N.E. et les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 sont chacun responsables des traitements des données à caractère personnel qu'ils effectuent conformément aux articles 7/2 à 7/5 § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 4.** Dans le même CHAPITRE II/1 du même décret, inséré par l'article 3, il est inséré un article 7/2 rédigé comme suit :

« Art. 7/2. Les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 traitent les données à caractère personnel dans le cadre de leurs missions, à savoir :

1. en ce qui concerne les enfants accueillis, les parents et les éventuelles personnes de l'entourage de l'enfant :
  - a. le nom, le prénom et la date de naissance de l'enfant accueilli, ou l'état d'avancement de la grossesse de la mère, dans la cadre de son inscription ou de sa prise en charge et de son suivi au sein du milieu d'accueil ;
  - b. le nom et le prénom des parents de l'enfant accueilli et, si besoin, de la personne de l'entourage de l'enfant, dans le cadre de l'inscription ou de la prise en charge de l'enfant et de la gestion des présences de celui-ci dans le milieu d'accueil, ainsi que leurs coordonnées, à savoir les adresses postales et électroniques et les numéros de téléphone fixe et portable, afin de communiquer avec eux sur le suivi de leur enfant et en cas d'urgence, et dans le cadre de la facturation de l'accueil ;
  - c. les données sur les revenus des parents et la composition de ménage afin de permettre aux milieux d'accueil subventionnés et/ou qui sont tenus d'appliquer le barème arrêté par le Gouvernement de calculer la participation financière des parents ;
  - d. les données relatives à la fréquentation du milieu d'accueil par l'enfant, à savoir sa présence effective au sein du milieu d'accueil le matin et/ou l'après-midi pour chaque jour d'ouverture du milieu d'accueil afin :
    - d'assurer la bonne organisation du milieu d'accueil ;
    - d'établir la facturation ;
    - de justifier l'adéquation des subsides à l'activité du milieu d'accueil ;
    - de pouvoir gérer des situations exceptionnelles d'ordre sanitaire ou qui touchent au bien-être de l'enfant ;
    - de permettre au milieu d'accueil de calculer son taux d'encadrement et son taux d'occupation.
  - e. dans l'intérêt de l'enfant, de sa sécurité et de santé, mais également dans celle de la collectivité, les données médicales de l'enfant suivantes :
    - l'état vaccinal de l'enfant qui comprend le relevé des vaccins reçus et leurs dates d'administration afin de vérifier si l'enfant a suivi le schéma vaccinal de la Communauté française et s'il rencontre les conditions définies par le gouvernement pour être accueillis ;
    - un certificat médical qui atteste, lors de son entrée dans le milieu d'accueil et après chaque absence pour maladie, que son état de santé lui permet de fréquenter le milieu d'accueil et qui permet au milieu d'accueil d'évaluer sa capacité à accueillir l'enfant ;
    - un certificat médical qui précise les soins à dispenser à l'enfant, les médicaments à lui administrer et les conditions d'accueil à mettre en place dans le cas où sa situation ou son affection est compatible avec la fréquentation d'un milieu d'accueil pour permettre à ce dernier d'évaluer sa capacité d'accueillir l'enfant et d'adapter l'accueil à ses besoins spécifiques ;
    - un certificat médical qui atteste que l'affection dont souffre l'enfant l'empêche de fréquenter un milieu d'accueil temporairement et justifie l'accueil à son domicile ; ainsi qu'une prescription médicale qui précise les médicaments à lui administrer et décrit les soins à lui appliquer pendant la journée d'accueil à domicile pour permettre au service d'accueil d'enfants malades à domicile d'accepter la demande d'accueil ou non et d'offrir à l'enfant les soins dont il a besoin ;
    - une fiche de santé et d'habitude remplie par les parents de l'enfant accueilli qui rassemble toutes les maladies dont souffre l'enfant qui peuvent avoir un impact sur l'accueil ainsi que l'ensemble de ses habitudes de jeux, de sommeil et alimentaires pour permettre aux accueillant-es d'accueillir l'enfant en respectant son rythme et sa routine et de pouvoir réagir adéquatement en cas d'incident.
  - f. dans le cadre du suivi préventif de la santé organisé au sein des milieux d'accueil, les données médicales des enfants suivantes :
    - l'évolution des données staturales-pondérales ;
    - le développement psychomoteur de l'enfant ;
    - ses habitudes en terme de sommeil et alimentaire ;
    - l'apprentissage du langage ;
    - et toutes les données nécessaires à la mise en œuvre des programmes de médecine préventive visé à l'article 2, § 2, 8<sup>o</sup> du décret O.N.E.,
  - g. dans l'objectif de constituer son dossier médical préventif, les données psycho-médico-sociales ainsi que celles relatives au développement psychomoteur de l'enfant qui doivent faire l'objet d'un rapport à une instance tierce définie par le Gouvernement dans le cadre des services d'accueil spécialisé de la petite enfance visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 5<sup>o</sup>, du décret O.N.E.

Le personnel en charge effectivement de l'accueil peut consulter les données psycho-médico-sociales transmises par les parents, ainsi que celles relatives au développement psychomoteur de l'enfant pour assurer un accompagnement ou un suivi de l'enfant de qualité ;



2. en ce qui concerne le personnel des milieux d'accueil, en ce compris les stagiaires et les personnes en contact régulier avec les enfants accueillis :

- a) un certificat médical ou un formulaire d'évaluation de la santé du professionnel délivré par un médecin généraliste au choix du professionnel, ou à défaut par le médecin du travail, qui mentionne si oui ou non ce dernier est en capacité, d'un point de vue physique et psychique, de s'occuper d'enfants afin de garantir un environnement sécurisé et sécurisant pour les enfants et une protection de leur santé. En cas de doute ou de nécessité de mener un examen plus approfondi, le certificat médical ou le formulaire d'évaluation de la santé mentionne la spécialisation médicale recommandée par le médecin pour un avis complémentaire ;
- b) la preuve de l'immunité contre la rubéole afin de protéger le personnel féminin du milieu d'accueil enceinte ou toute autre personne enceinte susceptible de rentrer en contact avec ce personnel dans le cadre de l'accueil des enfants ;
- c) un extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle pour chaque membre du personnel du milieu d'accueil à fournir tous les cinq ans afin d'assurer un accueil qui garantit la santé et la sécurité physique et psychique des enfants accueillis. ».

Ces données permettent d'assurer :

- que les conditions d'autorisation, d'agrément et de droit aux subsides sont réunies ;
- un accueil professionnel et de qualité aux enfants et aux parents ;
- un soutien financier en adéquation avec l'activité d'accueil organisée. ».

**Art. 5.** Dans le même CHAPITRE II/1 du même décret, inséré par l'article 3, il est inséré un article 7/3 rédigé comme suit :

« Art. 7/3. Afin d'assurer la santé et la sécurité physique et psychique des enfants accueillis à domicile ou à résidence par un(e) ou des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ou travaillant pour un service d'accueil d'enfants, les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 traitent les données à caractère personnel des personnes en contact régulier avec les enfants accueillis.

Ces données portent sur :

- 1° le nom, le prénom et la date de naissance de toute personne composant le ménage ;
- 2° pour les enfants de moins de 4 ans, leur état vaccinal qui comprend un relevé des vaccins reçus et leurs dates d'administration afin de vérifier si l'enfant a suivi le schéma vaccinal de la Communauté française et ainsi ne pas risquer de compromettre la santé des autres enfants accueillis et sa propre santé ;
- 3° concernant les personnes âgées de plus de 15 ans, un certificat médical attestant de sa bonne santé physique et psychique afin de garantir un environnement sécurisé et sécurisant pour l'enfant et la protection de sa santé ;
- 4° concernant les personnes âgées de plus de 18 ans, l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle ou un document équivalent pour une personne non domiciliée en Belgique qui démontre une conduite irréprochable à l'égard des mineurs. »

**Art. 6.** Dans le même CHAPITRE II/1 du même décret, inséré par l'article 3, il est inséré un article 7/4 rédigé comme suit :

« Art 7/4. Les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 traitent les données à caractère personnel du médecin avec lequel ils travaillent afin d'organiser une surveillance médicale préventive individuelle et collective des enfants accueillis.

Ces données portent sur :

- 1° le nom, prénom, date de naissance, ainsi que l'adresse postale du lieu d'exercice de sa pratique, l'adresse électronique, les numéros de téléphone fixe et portable du médecin pour organiser les relations entre le milieu d'accueil et ce dernier ;
- 2° les données relatives aux diplômes et le type de spécialisation(s) afin de s'assurer du respect des conditions de qualification requises pour l'exercice de la fonction et dans le cadre de la demande de subside. ».

**Art. 7.** Dans le même CHAPITRE II/1 du même décret, il est inséré un article 7/5 rédigé comme suit :

« 7/5. § 1<sup>er</sup>. L'O.N.E. traite les données qui sont en sa possession afin d'exercer ses missions :

- 1° de service public visées à l'article 2 du décret O.N.E. en ce qui concerne les milieux d'accueil de la petite enfance visés par l'article 3 du présent décret ;
- 2° d'autorisation et de subsidiation, d'accompagnement et de surveillance ainsi que de monitoring du système d'accueil respectivement visées aux chapitres II, III et III/1 du présent décret.

L'O.N.E. récolte et traite les données à caractère personnel visées aux articles 7/2 à 7/4 du présent décret, et celles visées dans le cadre d'autres législations ou réglementations qui lui sont applicables.

En plus des données visées aux articles 7/2 à 7/4 du présent décret, l'O.N.E. récolte et traite les données à caractère personnel suivantes en ce qui concerne le personnel des milieux d'accueil, en ce compris les stagiaires et les personnes en contact régulier avec les enfants accueillis :

- le nom, le prénom et la date de naissance de chaque membre du personnel des milieux d'accueil ;
- le numéro de registre national de ces derniers afin de pouvoir assurer l'intégrité des données et de pouvoir dialoguer avec d'autres bases de données publiques dans le cadre de la simplification administrative et le recours aux sources authentiques ;
- le titre et la preuve du ou des diplômes ou la qualification obtenue pour chacun des membres du personnel de direction, de l'encadrement psycho-médico-social et d'accueil des enfants afin de s'assurer que le personnel respecte les conditions de qualification requises pour l'exercice de ces fonctions ;
- les données contractuelles et pécuniaires, en ce compris les données de prestations réelles, dans le cadre du contrôle des normes d'encadrement, de la construction du cadastre prévu par le décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française, du calcul et de la justification du subside perçu.

Toutes les données visées aux alinéas 2 à 4 sont transmises à l'O.N.E. soit par les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 du présent décret, soit par un autre organisme public dans le cadre du recours à des sources authentiques.



Enfin, l'O.N.E. recueille et traite les données à caractère personnel suivantes, récoltées directement auprès des parents dans le cadre de la gestion centralisée des pré-demandes d'accueil :

1° le nom, le prénom, l'adresse postale, l'adresse électronique, les numéros de téléphones fixe et portable des parents qui sont en recherche d'une place d'accueil afin de leur fournir la liste des places disponibles qui correspondent à leur demande et afin de transmettre ces données aux milieux d'accueil concernés par la demande ;

2° l'état d'avancement de la grossesse ou l'âge de l'enfant afin de fournir au milieu d'accueil les éléments nécessaires à l'établissement de l'ordre chronologique des demandes qui lui arrivent.

§ 2. Outre les données reprises dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'O.N.E. récolte et utilise toutes les données nécessaires au traitement des recours, des plaintes et des crises. Ces données ne peuvent être utilisées par l'O.N.E. que dans le cadre du traitement du recours, de la plainte ou de la crise pour lequel elles ont été récoltées.

Dans le cadre des processus de recours, l'O.N.E. récolte les données en lien avec et en fonction des éléments soulevés dans le recours, auprès d'un expert ou d'une autorité publique externe à l'O.N.E. compétente et auprès des pouvoirs organisateurs ou de la personne qui a introduit le recours.

Dans le cadre des plaintes, l'O.N.E. récolte les données relatives à la plainte auprès de la ou des parties plaignantes, auprès de la ou des parties incriminées par la plainte, auprès des éventuels témoins ou autres personnes qui auraient pu être lésées par l'événement, auprès du pouvoir organisateur de la ou des plaignantes ou de la ou des parties incriminées par la plainte.

Dans le cadre d'une crise, l'O.N.E. récolte les données strictement nécessaires à la gestion de la crise auprès des parents des enfants accueillis au sein du ou des milieux d'accueil concernés, auprès du ou des pouvoirs organisateurs concernés, auprès des médecins qui suivent l'état de santé d'un ou de plusieurs enfants accueillis au sein du ou des milieux d'accueil concernés, auprès d'un expert ou d'une autorité publique externe à l'O.N.E. compétente qui sont impliqués dans la crise ou qui aident l'O.N.E. dans la gestion de la crise.

Par crise, on entend tout événement ou incident qui survient ponctuellement, limité ou non dans le temps, qui concerne un ou plusieurs milieux d'accueil, qui peut mettre en danger, de manière immédiate ou à terme, la sécurité et la santé des enfants et/ou du personnel d'un milieu d'accueil ou qui met en danger le fonctionnement du ou des milieu(x) d'accueil.

§ 3. L'O.N.E. peut traiter toutes les données en sa possession à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, dans le respect du principe de minimisation des données, conformément à l'article 89, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, afin d'analyser, entre autres, l'évolution du secteur de la petite enfance, son adéquation avec les besoins des familles et de la société, de proposer des orientations et des adaptations de la réglementation au Gouvernement ou d'adapter l'accompagnement des milieux d'accueil aux besoins du secteur ».

**Art. 8.** Dans le même CHAPITRE II/1 du même décret, inséré par l'article 3, il est inséré un article 7/6 rédigé comme suit :

« 7/6. Le Gouvernement peut préciser les données à caractère personnel à traiter. ».

**Art. 9.** Dans le même CHAPITRE II/1 du même décret, il est inséré un article 7/7 rédigé comme suit :

« 7/7. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires prévoyant éventuellement un délai de conservation plus long, les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 conservent les données à caractère personnel relatives :

a) à l'enfant accueilli, à ses parents et aux personnes de son entourage, pendant dix ans à partir du jour où l'enfant ne fréquente définitivement plus le milieu d'accueil ;

b) aux parents qui ont introduit une demande d'accueil, mais qui n'ont pas obtenu de place, pendant trois ans à partir du jour où la demande a été refusée de manière à ce que le pouvoir organisateur puisse revenir vers les parents ultérieurement en cas de vacance de place et ce jusqu'au moment où l'enfant est scolarisé ;

c) au personnel des milieux d'accueil et aux personnes en contact régulier avec les enfants accueillis, pendant dix ans à partir du jour de la sortie définitive du membre du personnel concerné du milieu d'accueil ou à partir du jour où la personne n'est plus en contact régulier avec l'enfant ;

d) au médecin avec lequel il travaille, pendant dix ans à partir du jour où la collaboration entre le médecin et le milieu d'accueil est rompue.

Par dérogation à l'alinéa premier, les données traitées par les services d'accueil spécialisé de la petite enfance sont conservées jusqu'à cinq ans après la majorité de l'enfant de manière à permettre à l'enfant, une fois majeur, de connaître son histoire, son parcours, et d'obtenir toutes les informations sur son passage au sein du service. Les données concernées sont les données qui touchent à son développement psychomoteur, à son évolution, à son projet de guidance, à son suivi quotidien, à son historique médical préventif ou curatif, à son identité et aux raisons de son passage par l'institution. Les autres données à caractère personnel sont conservées pendant 10 ans à partir du jour où l'enfant ne fréquente plus effectivement le service.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires prévoyant éventuellement un délai de conservation plus long, l'O.N.E. conserve les données à caractère personnel relatives :

a) à l'enfant accueilli, à ses parents et aux personnes de l'entourage de cet enfant, pendant dix ans à partir du jour où l'enfant ne fréquente définitivement plus le milieu d'accueil ;

b) aux parents qui ont introduit une demande d'accueil, pendant un an à partir du jour où la demande a été acceptée par un des milieux d'accueil ;

c) au personnel des milieux d'accueil et aux personnes en contact régulier avec les enfants accueillis, pendant dix ans à partir du jour où cette personne n'est plus renseignée comme active dans aucun milieu d'accueil sur le territoire de la Communauté française ;

d) au médecin qui travaille en collaboration avec un ou plusieurs milieux d'accueil, pendant dix ans à partir du jour où ce médecin n'a plus aucune collaboration avec des milieux d'accueil.

§ 3. Sans préjudice des dispositions relatives à l'archivage, les données sont soit détruites, soit anonymisées à des fins de recherches, de statistiques ou d'analyses au terme des délais visés aux paragraphes 1 et 2.

§ 4. Que ce soit par les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'article 3 ou par l'O.N.E., les données de médecine préventive qui s'inscrivent dans le dossier médical de l'enfant doivent être conservées pendant 30 ans à partir du jour où plus aucune donnée n'est encodée dans ce dossier médical, conformément aux dispositions prévues



par l'arrêté royal du 3 mai 1999 déterminant les conditions générales minimales auxquelles le dossier médical, visé à l'article 15 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, doit répondre à l'exception des données contenues dans les dossiers originaux transmis aux parents, au(x) médecin(s) indiqués par ces derniers, ou à l'enfant devenu majeur, et ce à leur demande.

Ces données sont détruites aux termes de ce délai.

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré un CHAPITRE III/1 intitulé

« CHAPITRE III/1. — *Monitoring du système d'accueil* ».

**Art. 11.** Dans le CHAPITRE III/1 du même décret, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Art. 10/1. § 1<sup>er</sup>. L'O.N.E. est chargé de la supervision du système d'accueil.

À cet effet, l'O.N.E. établit et met à jour, à minima annuellement, un tableau de bord reprenant les principaux indicateurs de fonctionnement du système d'accueil.

§ 2. L'O.N.E. procède à une évaluation du système d'accueil. La périodicité et les indicateurs à évaluer sont fixés dans le contrat de gestion de l'O.N.E. visé à l'article 26 du décret O.N.E.

Il y associe le Conseil d'avis et le Comité de programmation institués respectivement par les articles 22 et les articles 22/1 à 22/5 du décret O.N.E. dans le cadre de leurs attributions respectives.

Le résultat de l'évaluation est transmis au Gouvernement et au Parlement. ».

**Art. 12.** Dans l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", les mots " parmi celles siégeant au Conseil supérieur de l'éducation permanente institué par le décret du 17 mai 1999 créant le Conseil supérieur de l'éducation permanente » sont remplacés par les mots « parmi celles reconnues dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente ».

**Art. 13.** Dans l'article 20, alinéa 2, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les mots « Au moins tous les trois ans » sont remplacés par les mots « Au moins tous les cinq ans ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 2021.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et  
de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

**Session 2020-2021**

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 198-1. – Amendements en commission, n°198-2 - Rapport de commission, n°198-3. – Texte adopté en commission, n° 198-4 – Texte adopté en séance plénière, n°198-5  
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 10 mars 2021.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30688]

**11 MAART 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versterking van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap om een hoofdstuk II/1 op te nemen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versterking van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap om een hoofdstuk II/1 op te nemen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 9° worden de woorden in de Franse tekst " à cette fin. " vervangen door de woorden " à cette fin ";

2° artikel 1 wordt aangevuld met 10° en 11°, luidend als volgt :

" 10° persoon die het kind nastaan: elke persoon die met toestemming van de ouders het kind kan besturen en/of ophalen uit zijn of haar opvangmilieu of in geval van nood gecontacteerd moet worden door het opvangcentrum;

11° Persoon die regelmatig contact heeft met de opgevangen kinderen : het personeel belast met het onderhoud, de keukens, de administratie van het opvangmilieu, de regelmatige begeleiding van kinderen, met inbegrip van vrijwilligers in de zin van artikel 3, 2 °, van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, geropen

om periodiek aanwezig te zijn in het opvangcentrum tijdens de opvang van kinderen alsook de gezinsleden van onafhankelijke mede-onthaalouders of van het opvangpersoneel van de kinderopvangdiensten waarvan de plaats van opvang de woon- of verblijfplaats is. “.

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt een HOOFDSTUK II/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“ HOOFDSTUK II/1. — *Verwerking van persoonsgegevens* “.

**Art. 3.** In HOOFDSTUK I/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 7/1. § 1. In het kader van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan verwerken de inrichtende machten van de opvangmilieus bedoeld in artikel 3 en ONE de persoonsgegevens om een kwaliteitsvolle opvang te organiseren die de veiligheid en het welzijn van de opgevangen kinderen verzekert en om te voldoen aan de voorwaarden voor toelating, erkenning en het recht op subsidies.

ONE en de inrichtende machten van de opvangmilieus bedoeld in artikel 3 zijn elk verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die ze uitvoeren overeenkomstig de artikelen 7/2 à 7/5 § 1. “.

**Art. 4.** In hetzelfde HOOFDSTUK II/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 7/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 7/2. De inrichtende machten van de opvangmilieus bedoeld in artikel 3 verwerken de persoonsgegevens in het kader van hun opdrachten, inzonderheid :

1. wat betreft de opgevangen kinderen, de ouders en de mogelijke personen die het kind nastaan :
  - a. de naam, de voornaam en de geboortedatum van het opgevangen kind, of het stadium van de zwangerschap van de moeder, in het kader van zijn inschrijving of opvang en opvolging binnen het opvangmilieu ;
  - b. de naam en de voornaam van de ouders van het opgevangen kind en, indien nodig, de persoon die het kind na staat, in het kader van de inschrijving of de opvang van het kind en van het beheer van de aanwezigheden van het kind in het opvangmilieu, alsook de contactgegevens, inzonderheid het postadres en het e-mailadres en de vaste en mobiele telefoonnummers om met hen te communiceren over de opvolging van hun kind en, in noodgevallen, en in het kader van de facturering van de opvang;
  - c. de gegevens over de inkomsten van de ouders en de gezinssamenstelling om de gesubsidieerde kinderopvangmilieus mogelijk te maken en/of die de door de regering vastgestelde barema moeten toepassen om de financiële deelname van de ouders te berekenen
  - d. de gegevens met betrekking tot de aanwezigheid van het kind in het opvangmilieu, inzonderheid zijn effectieve aanwezigheid binnen het opvangmilieu 's morgens en/of 's middags voor elke open dag van het opvangcentrum om :
    - te zorgen voor de goede organisatie van het opvangmilieu ;
    - de facturering op te maken ;
    - de adequatie van de subsidies met de activiteit van het opvangmilieu te verantwoorden ;
    - om uitzonderlijke gezondheidstoestanden te kunnen beheren, alsook situaties die het welzijn kan beïnvloeden ;
    - om het opvangmilieu het mogelijk te maken zijn begeleidingsgraad en zijn bezettingsgraad te kunnen berekenen.
  - e. in het belang van het kind, van zijn veiligheid en zijn gezondheid, maar ook in het belang van de gemeenschap, de volgende medische gegevens van het kind :
    - de vaccinatiestatus van het kind met een overzicht van de ontvangen vaccins en hun toedieningsdata om te controleren of het kind het vaccinatieschema van de Franse Gemeenschap heeft gevolgd en of het voldoet aan de voorwaarden die door de regering zijn vastgelegd om te worden opgevangen;
    - een medisch getuigschrift dat, bij het betreden van het kind in het opvangmilieu en na elke afwezigheid wegens ziekte, bevestigt dat zijn gezondheidstoestand hem in staat stelt naar het opvangmilieu te gaan en dat het opvangmilieu in staat stelt zijn capaciteit om het kind op te vangen te beoordelen;
    - een medisch getuigschrift waarin de zorg die aan het kind moet worden verleend, de toe te dienen geneesmiddelen en de opvangomstandigheden worden vermeld in het geval dat zijn of haar situatie of toestand verenigbaar is met een opvangmilieu, zodat de capaciteit om het kind op te vangen geëvalueerd kan worden en de opvang aan zijn specifieke behoeften aangepast kan worden;
    - een medisch getuigschrift waaruit blijkt dat de aandoening waaraan het kind lijdt hem verhindert tijdelijk naar een opvangmilieu te gaan en een thuisopvang rechtvaardigt; evenals een medisch voorschrift dat de toe te dienen geneesmiddelen specificeert en de zorg beschrijft die aan hem moet worden verleend tijdens de dag van thuisopvang om de opvangdienst voor zieke kinderen thuis in staat te stellen het verzoek om opvang of niet te aanvaarden en het kind de zorg die hij nodig heeft te bieden;
    - een gezondheids- en gewoontefiche ingevuld door de ouders van het opgevangen kind dat alle ziekten bevat waaraan het kind lijdt en die van invloed kunnen zijn op de opvang en al hun spel-, slaap- en voedingsgewoontes, zodat de onthaalouders het kind kunnen opvangen in overeenstemming met zijn ritme en routine en om gepast te kunnen reageren bij een probleem.
  - f. in het kader van de preventieve gezondheidsopvolging georganiseerd in de opvangmilieus, de medische gegevens van de volgende kinderen:
    - de evolutie van de lengte- en gewichtsgegevens ;
    - de psychomotore ontwikkeling van het kind ;
    - zijn gewoontes inzake slaap en voeding ;
    - het leren van een taal ;



- en alle gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de programma's van preventieve geneeskunde bedoeld in artikel 2, § 2, 8° van het ONE-decreet,

g. om zijn preventief medisch dossier te vormen, de psycho-medisch-sociale gegevens en die met betrekking tot de psychomotorische ontwikkeling van het kind die het voorwerp moeten uitmaken van een verslag bij een door de regering bepaalde derde instantie in het kader van gespecialiseerde kinderopvangdiensten bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, 5°, van het ONE-decreet

Het personeel dat belast is met de opvang kan de psycho-medisch-sociale gegevens raadplegen die door de ouders worden doorgegeven, evenals die met betrekking tot de psychomotorische ontwikkeling van het kind om een kwaliteitsvolle begeleiding of een opvolging van het kind te garanderen;

2. wat betreft het personeel van de opvangmilieus, met inbegrip van de stagiairs en de personen die regelmatig contact hebben met de opgevangen kinderen :

a) een medisch getuigschrift of een gezondheidsevaluatieformulier van de beroepsbeoefenaar uitgereikt door een algemeen geneesheer naar keuze van de beroepsbeoefenaar, of bij gebreke daarvan door de arbeidsgeneesheer, waarin wordt vermeld of deze fysiek en psychologisch al dan niet bekwaam is om voor kinderen te zorgen om een veilige omgeving voor kinderen en bescherming van hun gezondheid te garanderen. In geval van twijfel of de noodzaak van een meer diepgaand onderzoek, vermeldt het medisch getuigschrift of het gezondheidsevaluatieformulier de door de arts aanbevolen medische specialisatie voor verder advies;

b) het bewijs van immuniteit tegen rodehond ter bescherming van zwanger vrouwelijk onthaalpersoneel of andere zwangere personen die in het kader van de kinderopvang met dergelijk personeel in aanraking kunnen komen;

c) een uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering voor elk personeelslid van de het opvangmilieu dat om de vijf jaar moet worden verstrekt met het oog op een opvang die de gezondheid en fysieke en geestelijke gezondheid van de opgevangen kinderen garandeert. ».

Deze gegevens maken het mogelijk :

- dat aan de voorwaarden voor toelating, erkenning en het recht op subsidies is voldaan ;

- dat een professionele en kwaliteitsvolle opvang aan de kinderen en de ouders wordt gegarandeerd ;

- dat een financiële steun gegarandeerd wordt in adequatie met de georganiseerde opvangactiviteit. ”.

**Art. 5.** In hetzelfde HOOFDSTUK II/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 7/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 7/3. Om de gezondheid en fysieke en psychologische veiligheid te waarborgen van kinderen die thuis of in een verblijfplaats worden opgevangen door een of meer onafhankelijke onthaalouders of die werken voor een kinderopvangdienst, verwerken de inrichtende machten van de opvangmilieus bedoeld in artikel 3 de persoonsgegevens van personen die regelmatig contact hebben met de opgevangen kinderen.

Deze gegevens hebben betrekking op :

1° de naam, de voornaam en de geboortedatum van elke persoon waaruit het gezin bestaat ;

2° voor kinderen jonger dan 4 jaar, hun vaccinatiestatus, inclusief een overzicht van de ontvangen vaccins en hun toedieningsdata om te controleren of het kind het vaccinatieschema van de Franse Gemeenschap heeft gevolgd en dus geen risico loopt de gezondheid van andere opgevangen kinderen en zijn eigen gezondheid in gevaar te brengen;

3° voor personen ouder dan 15 jaar, een medisch getuigschrift waaruit blijkt dat zij in goede lichamelijke en geestelijke gezondheid verkeren om een veilige omgeving voor het kind en de bescherming van zijn gezondheid te garanderen;

4° voor de personen ouder dan 18 jaar, het uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering of een gelijkaardig document voor wie niet in België gedomicilieerd is en die tegenover minderjarige onberispelijk gedraagt. ”

**Art. 6.** In hetzelfde HOOFDSTUK II/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 7/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art 7/4. De inrichtende machten van de opvangmilieus bedoeld in artikel 3 verwerken de persoonsgegevens van de arts met wie ze samenwerken om een individuele en collectieve preventieve medische controle van de opgevangen kinderen te organiseren.

Deze gegevens hebben betrekking op :

1° de naam, de voornaam, de geboortedatum, alsook het postadres van zijn praktijk, het e-mailadres, vaste en mobiele telefoonnummers van de arts om de relaties tussen het opvangmilieu en laatstgenoemde te organiseren;

2° de gegevens met betrekking tot diploma's en het type specialisatie (s) om de naleving van de kwalificatievoorwaarden vereist voor de uitoefening van de functie en in het kader van de subsidieaanvraag te verzekeren. ”.

**Art. 7.** In hetzelfde HOOFDSTUK II/1 van hetzelfde decreet wordt een artikel 7/5 ingevoegd, luidend als volgt:

“ 7/5. § 1. ONE verwerkt de gegevens waarover zij beschikt om haar opdrachten uit te voeren:

1° als overheidsdienst bedoeld in artikel 2 van het ONE-decreet met betrekking tot de opvangmilieus voor jonge kinderen bedoeld in artikel 3 van dit decreet;

2° van toelating en subsidiëring, ondersteuning en toezicht, alsook monitoring van het systeem van kinderopvang, respectievelijk bedoeld in de hoofdstukken II, III en III/1 van dit decreet.

ONE verzamelt en verwerkt de persoonsgegevens bedoeld in de artikelen 7/2 tot 7/4 van dit decreet, en die bedoeld in het kader van andere wet- of regelgeving die op ONE van toepassing is.

Naast de gegevens bedoeld in de artikelen 7/2 tot 7/4 van dit decreet, verzamelt en verwerkt ONE de volgende persoonsgegevens betreffende het personeel van de opvangmilieus, met inbegrip van stagiairs en personen die regelmatig contact hebben met de opgevangen kinderen:

- de naam, de voornaam en de geboortedatum van elk personeelslid van de opvangmilieus;

- het nationaal registratienummer van laatstgenoemde, teneinde de integriteit van de gegevens te waarborgen en een dialoog te kunnen aangaan met andere openbare databanken in het kader van de administratieve vereenvoudiging en het gebruik van authentieke bronnen;



- het bekwaamheidsbewijs en het bewijs van het/de diploma('s) of kwalificatie van elk lid van het leidinggevend, psycho-medisch-sociaal en kinderverzorgingspersoneel om zich ervan te vergewissen dat het personeel voldoet aan de kwalificatie-eisen voor de uitoefening van deze ambten;
- de contractuele en financiële gegevens, met inbegrip van de gegevens betreffende de werkelijke prestaties, in het kader van de controle over de omkaderingsnormen, de samenstelling van het register bedoeld in het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformateerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap, en de berekening en de verantwoording van de ontvangen subsidie.

Alle in de leden 2 tot en met 4 bedoelde gegevens worden aan ONE verstrekt hetzij door de in artikel 3 van dit decreet bedoelde inrichtende machten van de opvangmilieus, hetzij door een andere overheidsinstelling wanneer authentieke bronnen worden gebruikt.

Ten slotte verzamelt en verwerkt ONE de volgende persoonsgegevens, die rechtstreeks van de ouders worden verkregen in het kader van het gecentraliseerd beheer van de inleidende aanvragen om opvang:

1° de naam, voornaam, postadres, e-mailadres, vaste en mobiele telefoonnummers van de ouders die een opvangplaats zoeken, om hen de lijst van beschikbare plaatsen te bezorgen die overeenstemmen met hun aanvraag en om deze gegevens door te geven aan de opvangmilieus waarop de aanvraag betrekking heeft;

2° het stadium van zwangerschap of de leeftijd van het kind, teneinde het opvangcentrum de nodige elementen te verschaffen om de chronologische volgorde van de door het centrum ontvangen verzoeken vast te stellen.

§ 2. Naast de in paragraaf 1 genoemde gegevens verzamelt en gebruikt ONE alle gegevens die nodig zijn voor de behandeling van beroepen, klachten en crisistoestanden. Deze gegevens mogen door ONE uitsluitend worden gebruikt in het kader van de behandeling van het beroep, de klacht of de crisis waarvoor zij zijn verzameld.

In het kader van een beroep verzamelt ONE gegevens in verband met en overeenkomstig de elementen die in het beroep aan de orde worden gesteld, bij een deskundige of een bevoegde overheidsinstelling buiten ONE en bij de inrichtende machten of de persoon die het beroep heeft ingesteld.

In geval van klachten verzamelt ONE de gegevens betreffende de klacht bij de aanklager(s), de door de klacht beschuldigde partij(en), eventuele getuigen of andere personen die door het evenement kunnen zijn benadeeld, de inrichtende macht van de aanklager(s) of de door de klacht beschuldigde partij(en).

In geval van een crisis verzamelt ONE de gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor het beheer van de crisis bij de ouders van de kinderen in het/de betrokken opvangmilieu(s), bij de betrokken inrichtende macht(en), bij de artsen die de gezondheidstoestand van een of meer kinderen in het/de betrokken opvangmilieu(s) volgen, bij een deskundige of een bevoegde overheidsinstelling buiten ONE die bij de crisis betrokken zijn of die ONE bijstaan bij het beheer van de crisis.

Onder crisis wordt verstaan elke gebeurtenis die of incident dat zich eenmalig voordoet, met of zonder tijdslimiet, waarbij een of meer opvangmilieus betrokken zijn, die/dat onmiddellijk of op lange termijn de veiligheid en de gezondheid van kinderen en/of personeelsleden van een opvangmilieu in gevaar kan brengen of dat de werking van het/de opvangmilieu(s) in gevaar kan brengen.

§ 3. ONE mag alle gegevens in haar bezit verwerken voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of om statistische doeleinden, met inachtneming van het beginsel van gegevensminimalisering, overeenkomstig artikel 89, lid 1, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, teneinde onder meer de ontwikkeling van de sector voor jonge kinderen en de afstemming ervan op de behoeften van gezinnen en samenleving te analyseren, de regering richtlijnen en aanpassingen van de regelgeving voor te stellen of de ondersteuning van kinderopvangmilieus aan te passen aan de behoeften van de sector. ”.

**Art. 8.** In hetzelfde HOOFDSTUK II/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 7/6 ingevoegd, luidend als volgt:

“ 7/6. De regering kan specificeren welke persoonsgegevens moeten (mogen) worden verwerkt. ”.

**Art. 9.** In hetzelfde HOOFDSTUK II/1 van hetzelfde decreet wordt een artikel 7/7 ingevoegd, luidend als volgt:

“ 7/7. § 1. Onverminderd andere wets-, decretale of regelgevende bepalingen die in een langere bewaartermijn kunnen voorzien, bewaren de in artikel 3 bedoelde inrichtende machten van de opvangmilieus de persoonsgegevens betreffende:

- a) het opgevangen kind, zijn ouders en de personen die hem na staan, gedurende tien jaar vanaf de dag waarop het kind niet langer in het opvangmilieu verblijft;
- b) de ouders die een aanvraag voor opvang hebben ingediend maar geen plaats hebben gekregen, gedurende drie jaar vanaf de dag waarop de aanvraag werd afgewezen, zodat de inrichtende macht zich later tot de ouders kan wenden in geval van een vacante plaats, totdat het kind op school is ingeschreven;
- c) het personeel van de opvangmilieus en de personen die regelmatig contact hebben met de opgevangen kinderen, gedurende een periode van tien jaar vanaf de dag waarop het betrokken personeelslid het opvangmilieu permanent verlaat of vanaf de dag waarop de persoon niet langer regelmatig contact heeft met het kind ;
- d) een arts die samenwerkt met een of meer opvangmilieus, gedurende tien jaar vanaf de dag waarop deze arts niet meer met opvangmilieus samenwerkt.

In afwijking van het eerste lid worden de door de gespecialiseerde diensten voor jonge kinderen verwerkte gegevens bewaard tot vijf jaar na de meerderjarigheid van het kind, zodat het kind, zodra het meerderjarig is geworden, kennis kan nemen van zijn voorgeschiedenis en alle informatie kan verkrijgen over de tijd die het in de dienst heeft doorgebracht. Het gaat om gegevens betreffende de psychomotorische ontwikkeling van het kind, de vorderingen, het begeleidingsproject, de dagelijkse follow-up, de preventieve of curatieve medische voorgeschiedenis, de identiteit en de redenen voor het verblijf van het kind in de instelling. De overige persoonsgegevens worden bewaard gedurende 10 jaar vanaf de dag waarop het kind niet langer daadwerkelijk de dienst bezoekt.

§ 2. Onverminderd andere wetsbepalingen, decreten of regelgevingsteksten die in een langere bewaartermijn kunnen voorzien, bewaart ONE de persoonsgegevens die betrekking hebben op:

- a) het opgevangen kind, zijn ouders en de personen die het kind na staan, gedurende tien jaar vanaf de dag waarop het kind niet langer in het opvangmilieu verblijft;



- b) ouders die een opvangaanvraag hebben ingediend, gedurende een jaar na de datum waarop de aanvraag door een van de opvangmilieus is aanvaard;
- c) het personeel van de opvangmilieus en de personen die regelmatig contact hebben met de kinderen in opvang, voor een periode van tien jaar vanaf de dag waarop die persoon niet langer vermeld wordt als zijnde actief in een opvangmilieu op het grondgebied van de Franse Gemeenschap;
- d) een arts die samenwerkt met een of meer opvangmilieus, gedurende tien jaar vanaf de dag waarop deze arts niet meer met opvangmilieus samenwerkt.

§ 3. Onverminderd de bepalingen inzake archivering, worden de gegevens na afloop van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde perioden hetzij vernietigd, hetzij anoniem gemaakt om onderzoeks-, statistische of analyse doeleinden.

§ 4. De gegevens betreffende de preventieve geneeskunde die in het medisch dossier van het kind zijn opgenomen, moeten door de in artikel 3 bedoelde inrichtende machten van de opvangmilieu of door ONE worden bewaard gedurende 30 jaar te rekenen vanaf de dag waarop geen gegevens meer in dit medisch dossier zijn opgenomen, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de minimale algemene voorwaarden waaraan het medisch dossier bedoeld in artikel 15 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, moet voldoen, met uitzondering van de gegevens in de originele dossiers die op hun verzoek worden toegezonden aan de ouders, aan de door deze laatste aangestelde geneesheer of geneesheren, of aan het meerderjarig geworden kind.

Deze gegevens worden na deze termijn vernietigd.”

**Art. 10.** In hetzelfde decreet, wordt een HOOFDSTUK III/1 met als opschrift

“HOOFDSTUK III/1. — *Monitoring van het opvangsysteem*” ingevoegd.

**Art. 11.** In HOOFDSTUK III/1 van hetzelfde decreet wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 10/1. § 1. ONE is verantwoordelijk voor de monitoring van het opvangsysteem.

Daartoe stelt ONE een beheerschema op met de belangrijkste indicatoren voor de werking van het opvangsysteem en werkt dit ten minste eenmaal per jaar bij.

§ 2. ONE evalueert het opvangsysteem. De frequentie van deze evaluaties en de indicatoren die moeten worden geëvalueerd, worden uiteengezet in de beheersovereenkomst van ONE waarnaar wordt verwezen in artikel 26 van het ONE-decreet.

De adviesraad en het programmeringscomité, die respectief zijn ingesteld bij de artikelen 22 en 22/1 tot en met 22/5 van het ONE-decreet, worden hierbij betrokken in het kader van hun respectieve toewijzingen.

De resultaten van de evaluatie worden toegezonden aan de regering en aan het Parlement.”

**Art. 12.** In artikel 22, eerste lid, 3°, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, afgekort “O.N.E.”, worden de woorden “onder deze die zitting hebben in de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding ingesteld bij het decreet van 17 mei 1999 houdende oprichting van de “Conseil supérieur de l’Education permanente” (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding van de Franse Gemeenschap)” vervangen door de woorden “van de leden die erkend zijn in het kader van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding”.

**Art. 13.** In artikel 20, tweede lid, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, worden de woorden “Minstens om de drie jaar” vervangen door de woorden “Minstens om de vijf jaar”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 maart 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op “Wallonie-Bruxelles Enseignement”,

Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

**Zitting 2020-2021**

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 198-1. – Commissieamendementen, nr. 198-2- Commissieverslagen, nr. 198-3- Tekst aangenomen tijdens commissie, nr. 198-4- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 198-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 10 maart 2021.